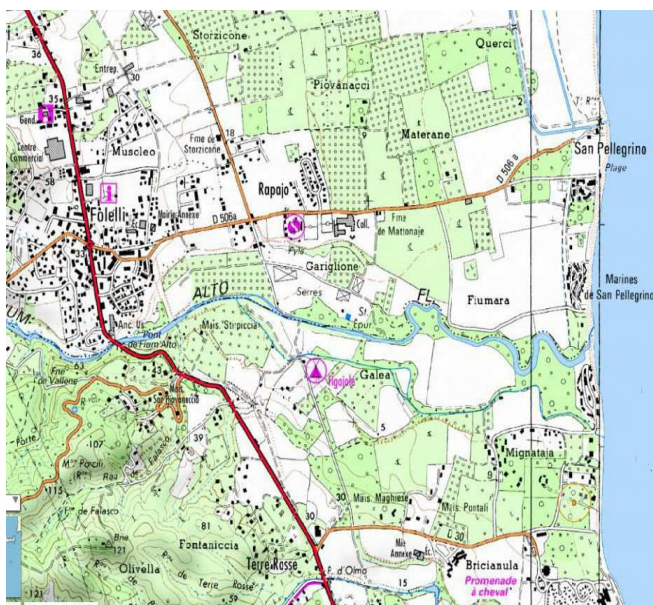


Déclaration d'Utilité Publique

Intempéries des 1^{er} et 2 octobre 2015
sur le bassin versant du Fium'Alto

Commune de Penta di Casinca
(Haute-Corse)

Marines du Fium Alto



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET
DE LA HAUTE-CORSE

I – Le contexte

De par sa situation géographique, les Marines du Fium Alto sont particulièrement exposées au risque inondation. Ce lotissement est situé dans le lit moyen/majeur du Fium'Alto.

Le cours d'eau générateur des inondations est un fleuve côtier, le Fium'Alto. La commune concernée était alors -et demeure- couverte par un Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) approuvé le 4 août 1997 puis, modifié le 18 juillet 2001. Ce PPRI est en révision depuis le 10 juillet 2019.

Le phénomène d'inondabilité de ce lotissement est connu, et lors des intempéries des 1^{er} et 2 octobre 2015, d'une intensité exceptionnelle, des vies humaines ont été menacées. Cela a conduit les services de l'État à mener une expertise afin de caractériser l'événement et déterminer précisément l'exposition aux risques des vies humaines au regard des critères d'analyse fixés par la Direction générale de la prévention des risques (DGPR) du ministère de la transition écologique et solidaire.

Cette expertise a été réalisée par la Direction départementale des territoires et de la mer de la Haute-Corse (DDTM) avec l'appui de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse (DREAL), de la Direction départementale des finances publiques de la Haute-Corse (DDFiP), de la Direction territoriale Méditerranée du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA).

L'expertise a permis de déterminer les biens éligibles au Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) en fonction de leur exposition aux risques et par la même d'engager une procédure de déclaration d'utilité publique (D.U.P.), d'acquisition amiable ou par voie d'expropriation des biens concernés.

II – Justifications juridiques de la D.U.P.

En matière de risques, le recours à l'expropriation permet notamment à l'État de faire procéder à l'évacuation des habitations situées dans des zones dangereuses pour la sécurité de leurs occupants.

En l'occurrence, **l'État est l'autorité expropriante dans le cadre de cette DUP.**

En effet, conformément à l'article L. 561-1 du Code de l'environnement, « [...] lorsqu'un risque prévisible [...] de crues torrentielles ou à montée rapide [...] menace gravement les vies humaines, l'État peut déclarer d'utilité publique l'expropriation par lui-même [...] des biens exposés à ce risque, dans les conditions prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et sous réserve que les moyens de sauvegarde et de protection des populations s'avèrent plus coûteux que les indemnités d'expropriation. [...] »

Ainsi, le présent dossier soumis à enquête publique, relatif à la déclaration d'utilité publique de l'expropriation par l'État des Marines de Fium Alto sur le territoire de la commune de Penta di Casinca, est-il constitué en application des articles :

- L. 561-1 à L. 561-5 du Code de l'environnement ;
- R. 561-1 à R. 561-5 du Code de l'environnement ;
- R. 112-5 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

III – Justifications techniques de la D.U.P.

Deux phénomènes fortement pluvieux quasi-simultanés ont touché, les 1^{er} et 2 octobre 2015, les bassins versants du Fium'Alto et du Golo. Seul celui du Fium'Alto nous concerne pour l'examen de la situation des Marines du Fium Alto.

Aucune victime n'a été fort heureusement à déplorer à l'occasion de ces inondations. Le pic des crues a en effet eu lieu un matin, d'un jour de semaine, à partir de 9 heures. À un instant, donc, où les personnes étaient le plus souvent hors de chez elles ; ou chez elles mais réveillées, et donc à même de réagir face à un danger soudain.

Le pic de crue aurait-il cependant eu lieu quelques heures plus tôt, en cours de nuit, qu'il est plus que vraisemblable que le bilan humain aurait été fort différent... Et que bien des habitants, surpris dans leur sommeil, et non avertis de la violente et rapide montée des eaux, y auraient perdu la vie.

Elle a été reconnue en état de catastrophe naturelle pour les inondations et les coulées de boue pour la période considérée par un arrêté du 28 octobre 2015 publié au journal officiel de la République française le 29 octobre 2015 (annexe 1).

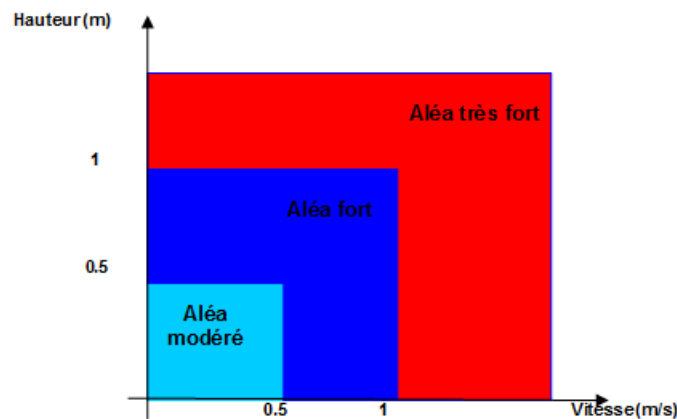
Si les premiers déplacements sur les sites les plus fortement (en nombre de maisons) impactés ont eu lieu immédiatement après la crue, les relevés et constats relatifs aux Marines du Fium Alto n'ont pu être établis, eux, qu'en tout début d'année 2016 (annexe 2).

IV – Condition de menace grave

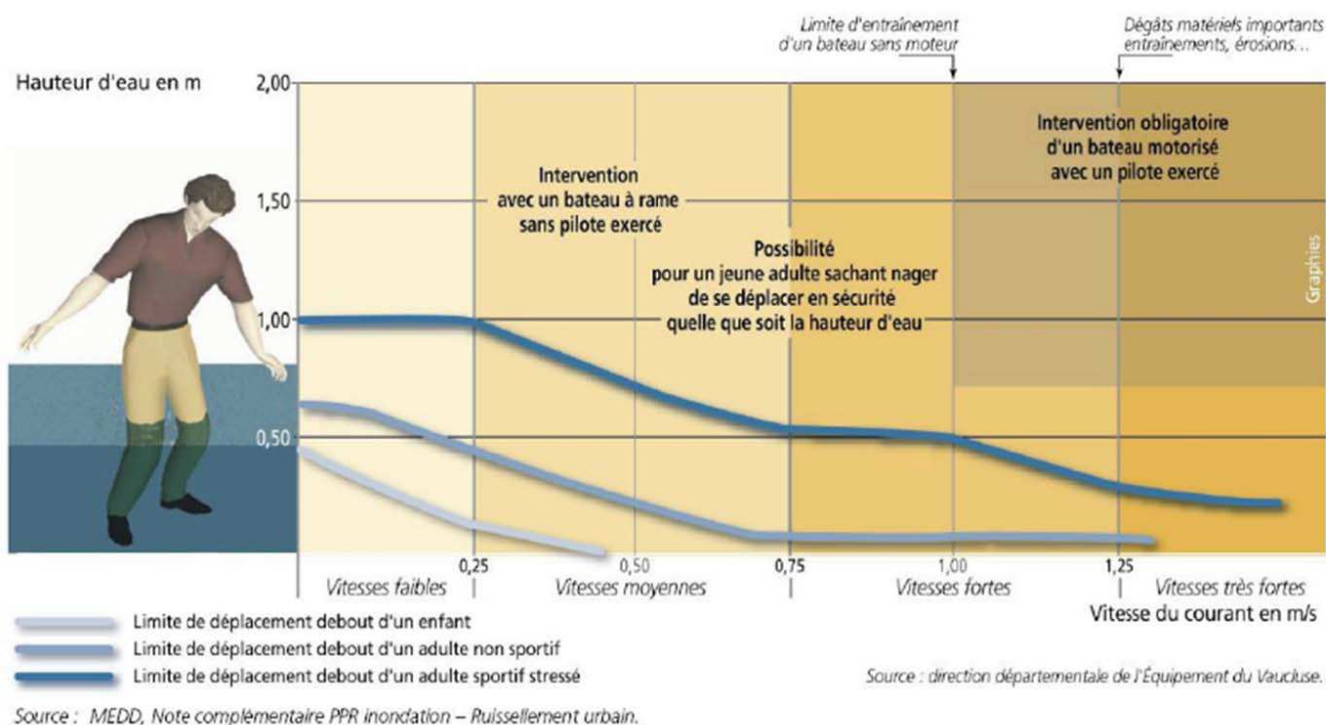
Les études effectuées ont révélé, eu égard aux hauteurs d'eau constatées et aux vitesses, une exposition aux risques de vies humaines pour 17 habitations. En effet, au regard du logigramme édité par la DGPR (annexe 3), aucune solution de protection des personnes ne paraît envisageable tant, d'un point de vue financier que technique.

Le logigramme repose sur des critères relatifs à la vitesse et à la hauteur d'eau, critères servant à déterminer l'exposition aux risques pour les vies humaines.

La hauteur et la vitesse peuvent avoir un impact important sur le bâti. La structure porteuse de l'habitation peut être endommagée et les sols et murs gorgés d'eau. Lorsque la durée de submersion est importante (supérieure à 24 h voire 48 h), des problèmes sanitaires peuvent survenir, l'eau étant sale. Pour l'homme, on considère généralement que des hauteurs d'eau supérieures à 0,5 m associées à une vitesse de 0,5 m/s sont dangereuses car empêchent les déplacements. Par ailleurs, une voiture commence à flotter à partir de 30 cm. La vitesse d'écoulement, très délicate à appréhender, est conditionnée par la pente du lit et sa rugosité. Elle peut atteindre plusieurs mètres par seconde. La dangerosité de l'écoulement dépend du couple hauteur/vitesse.



Grille de qualification de l'aléa inondation



Ont ainsi été, par ordre d'importance, et au vu des quatre lignes directrices maîtresses fixées pour l'analyse :

1/ Considérés, pour les maisons non pourvues d'étages ou zones refuges comme « *constitutifs d'une menace grave pour les vies humaines, une hauteur d'eau supérieure à 1 mètre ou une hauteur d'eau de 0,7 mètre et une vitesse d'écoulement supérieure à 1 mètre par seconde* » ;

2/ Considérés, pour les biens non pourvus d'étages ou zones refuges, comme « *éligibles à une acquisition amiable ou à une expropriation* [par mobilisation du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM), dit 'Fonds Barnier'] *tous [ceux] dont l'altitude sur seuil telle que visible de l'extérieur [était] inférieure de plus de 1 mètre à l'altitude du plan d'eau* » au plus fort de la crue ;

3/ Considérés comme également constitutifs « *d'une menace grave, [pour les maisons dotées d'étages ou zones refuges] une hauteur d'eau supérieure à 2 mètres dans les maisons [et / ou] des vitesses d'écoulement supérieures à 3 mètres par seconde* »;

4/ Considérés que « *l'existence d'un étage refuge ou d'un espace refuge non inondable, accessible depuis l'intérieur du logement, et permettant aux occupants de se mettre en sécurité le temps nécessaire à l'intervention des secours [était] un moyen de sauvegarde* » ne rendant pas, sous réserve du point 3 ci-dessus, une maison sujette à acquisition amiable ou expropriation, pour autant que « *l'étage ou espace refuge existant [ait disposé] des caractéristiques nécessaires (espace minimal, sécurité, ouverture suffisante pour être évacué en hauteur)* ».

V – Constat d'une menace grave

La cartographie (annexe 4) met en évidence un risque pour les vies humaines pour 17 habitations. Il s'agit de maisons de plain-pied ou présentant des zones refuges non-fonctionnelles pour lesquelles des hauteurs d'eau extérieures supérieures à 1 mètre ont été atteintes le 2 octobre 2015. Parmi ces habitations, 3 sont sinistrées à plus de 50 % et 7 autres se trouvent dans une bande de retrait stratégique, d'une trentaine de mètres le long du cours d'eau compte tenu du risque d'emport de la berge due à la cinétique extrêmement rapide du cours d'eau en ce point (vitesse d'écoulement proche de 3 m/s).

Protéger ce lotissement des inondations reviendrait à le ceinturer d'une digue en raison de son exposition, côtés Sud, Ouest et Nord, aux aléas de débordement du Fium Alto et, côté Est, aux aléas de submersion marine. Abstraction étant ici faite de la question de l'érosion littorale.

Cet éventuel ouvrage devrait avoir un périmètre de 560 m et une hauteur minimale de 2 m. Il devrait être enroché en pied dans les règles de l'art afin que sa pérennité (affouillements) ne puisse être remise en cause par l'action mécanique des vagues sur sa façade maritime comme par les phénomènes d'érosion provoqués par les vitesses d'écoulement élevées sur les parties exposées au cours d'eau. Ces Marines du Fium Alto ayant été construites sur une assise sableuse, la faible cohésion des sols présents pourrait très probablement nécessiter la mise en œuvre de techniques élaborées de fondations pour la construction de cet ouvrage.

Le coût de réalisation d'un ouvrage de protection collective (digue) dans les règles de l'art sur la région Corse peut s'estimer avec les coûts unitaires au mètre linéaire suivants (*source : guide Cerema, coût des protections contre les inondations pluviales*) :

- Digue proprement dite : 3 000 € le ml ;
- Enrochement en pied : 1 000 € le ml ;
- Fondations spéciales : 1 000 € le ml.

La construction d'un tel ouvrage peut donc être estimée à 2,8 millions d'euros.

En outre, pour des ouvrages subissant une charge hydrodynamique de cette ampleur, on constate, en cas de rupture, des effets de chasse dus aux sur-vitesses qui se propagent jusqu'à 150 m de distance des brèches. L'énergie dégagée par ces effets de chasse provoque systématiquement des dégâts structurels sur le bâti présent dans leur emprise allant jusqu'à leur destruction. La règle veut donc que cette emprise soit libre de toute habitation. **Or, la configuration dense du site ne permet pas de respecter cette bande d'inconstructibilité ce qui, en cas de construction d'un ouvrage, placerait nombre d'habitations dans une zone de risque induit extrêmement fort.** En dehors de ce risque d'effet de chasse, existe aussi un risque de remplissage de la cuvette ainsi créée, phénomène s'étant déjà produit sur la commune de la Faute-sur-Mer, avec les conséquences que l'on connaît.

Enfin, en cas de construction de cet ouvrage, se poserait non seulement la question de l'accès à ce lotissement (transformation du passage à gué en pont, problématique de l'accès des véhicules à l'intérieur de la zone

protégée par une rampe d'accès avec une pente inférieure à 7 %) mais encore celle de l'évacuation des eaux pluviales comme usées (nécessité de clapets anti-retour, voire de pompes de secours). Les coûts de ces aménagements complémentaires, parfois conséquents, ne peuvent être déterminés que par une étude plus approfondie.

Au final, la réalisation d'un éventuel ouvrage de protection collective paraît-elle techniquement irréaliste. Elle pourrait, de plus, être contre-productive au vu de la sécurité des biens et des personnes si l'on prend en compte le risque induit de rupture.

Il est donc nécessaire, dans un souci de protection des personnes, de procéder à l'acquisition amiable ou par voie d'expropriation de leur bien.

Les 3 biens sinistrés à plus de 50 % et 3 des biens exposés à une menace grave pour les vies humaines ont déjà fait l'objet d'une acquisition à l'amiable par les services de l'État, de plus, 6 biens ont déjà fait l'objet d'une réalisation ou d'une mise en conformité de leur zone refuge par leur propriétaire. Cette D.U.P. se portera donc sur les 5 biens restants (sis sur la parcelle A2074 lots 51, 59, 60, 63 et 64 – Cf. enquête parcellaire), tous présents dans la bande de retrait stratégique exposée, en cas de crue, à des vitesses d'écoulement de l'ordre de 3m/s.

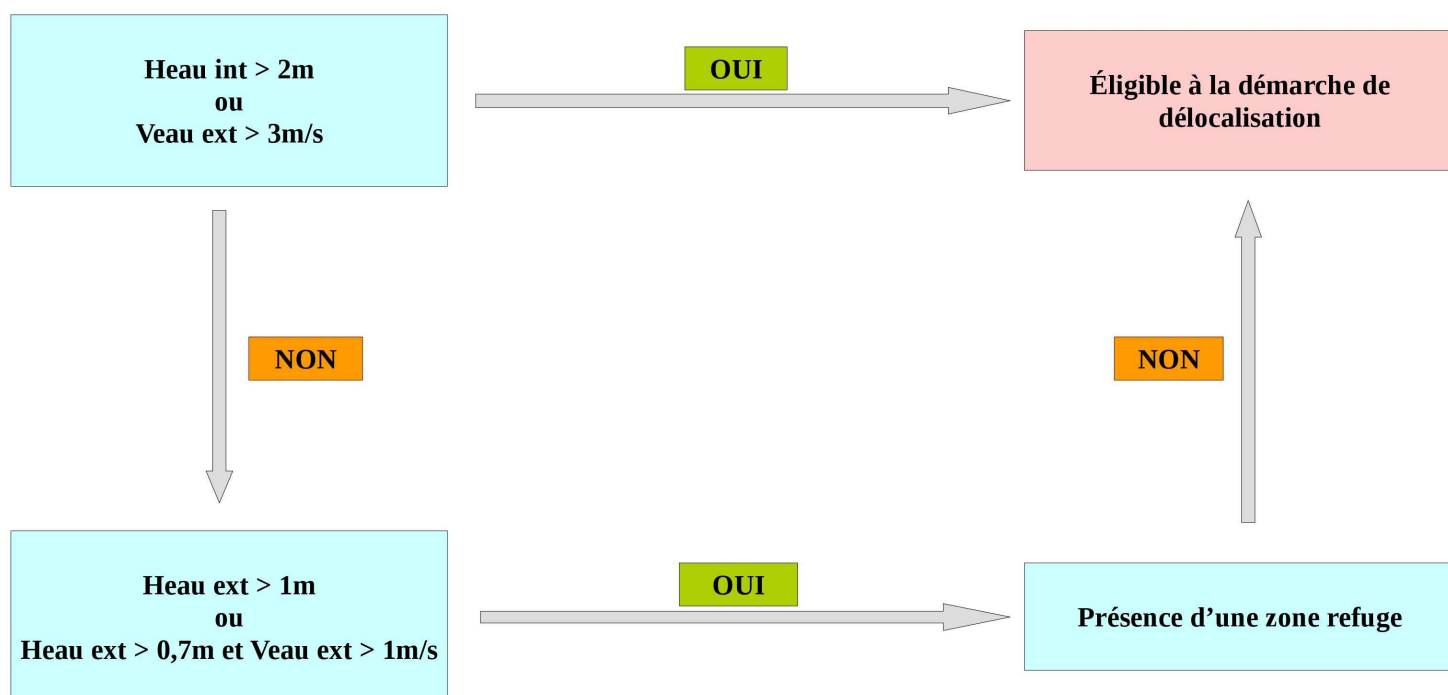
Serait alors à mobiliser la somme approximative de **1,21 millions d'euros sur le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM)** pour l'expropriation proprement dite (cumul des montants des valeurs vénale des biens et des indemnités de emploi) et de **250 000 euros sur ce même fonds** pour les démolitions de ces biens.

Annexe 1 : Arrêté du 28 octobre 2015 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Annexe 2 : PHE résidences éligibles

Annexe 3 : Logigramme DGPR

LOGIGRAMME SIMPLIFIÉ



Annexe 4 : Situation des biens éligibles

Annexe 5 : Estimations France Domaine

